



HAL
open science

Bishwapriya Sanyal (ed.), 2004, Comparative Planning Cultures, Londres, New York, Routledge, 415 p.

Éric Verdeil

► **To cite this version:**

Éric Verdeil. Bishwapriya Sanyal (ed.), 2004, Comparative Planning Cultures, Londres, New York, Routledge, 415 p.. 2005. halshs-00104804

HAL Id: halshs-00104804

<https://shs.hal.science/halshs-00104804>

Submitted on 9 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bishwapriya Sanyal (ed.), *Comparative Planning Cultures*, Londres, New York, Routledge, 415 p.

Compte-rendu paru dans: *Géocarrefour*, 2005, n°80/3, p.170

Depuis la fin des années soixante, la critique des théories de l'urbanisme a mis en évidence le caractère fallacieux de la prétention scientifique originelle de cette discipline. La participation désormais largement élargie d'acteurs et de groupes sociaux divers aux politiques d'aménagement et la reconnaissance de leurs intérêts variés via la négociation deviennent des pratiques communes dans la plupart des pays occidentaux. L'institutionnalisation universitaire de la discipline repose ainsi sur le paradoxe d'une interaction entre un savoir visant l'action et de ce fait normatif, et des analyses se réclamant de différentes sous-disciplines des sciences sociales, de l'histoire à l'anthropologie en passant par la science politique, la sociologie, l'économie et la géographie, qui toutes tendent à questionner cette normativité.

L'ouvrage dirigé par B. Sanyal s'inscrit dans cette tension. Il met l'accent sur les « cultures de l'urbanisme », de façon à se distancier de toute illusion d'universel. Le projet est alors de contextualiser, en fonction des spécificités sociales et politiques, les pratiques et les discours sur l'urbanisme en évitant le travers du culturalisme. Dans son chapitre de synthèse (« Hybrid Planning Cultures : The Search for the Global Cultural Commons »), le coordinateur de l'ouvrage souligne la dimension nécessairement hybride de ces cultures urbanistiques, résultat d'une dialectique entre la planification *top-down* et les usages et pratiques « par en bas » (« *from below* »). Une des lignes directrices de l'ouvrage est la discussion sur les conséquences de la globalisation, entendue comme diffusion mondiale du paradigme néo-libéral, sur ces cultures de l'urbanisme. Entre contextes nationaux et globalisation, les cultures de l'urbanisme sont ainsi posées comme des constructions sociales et culturelles éminemment dynamiques. La visée comparative revendiquée découle davantage d'une identité de posture que d'une grille d'analyse fondée sur des critères clairement explicités ou sur une hypothèse de convergence, même si le titre du chapitre introductif entretient sur ce point une certaine ambiguïté.

La définition proposée des cultures de l'urbanisme, reprise dans la plupart des articles, semble privilégier une entrée par les professionnels : « *the collective ethos and dominant attitudes of planners regarding the appropriate role of the state, market forces and civil society in urban, regional and national development* » (p.3). Elle est reprise par la plupart des articles, qui mettent en œuvre une approche historique voire ethnographique, comme le revendique P. Booth pour son analyse croisée de l'urbanisme en France et en Grande-Bretagne (« *The Nature of Difference : Traditions of Law and Government and their effects on Planning in Britain and France* », p.258). L'enjeu est d'analyser la construction du système d'action en urbanisme et de ses références idéologiques en regard de la construction nationale du pays en question, considérée sur la longue durée, au minimum depuis 1850. Un seul chapitre s'écarte de cette démarche : « *US Planning Cultures under Pressure : Major Elements Endure and Flourish in the Face of Crises* », par Emilie Birch, consacré à l'élaboration du plan de reconstruction de Lower Manhattan à la suite de l'attaque du 11 septembre. Elle privilégie une analyse fine du système d'acteurs qui se met en place, en montrant la place centrale de la société civile dans le processus de proposition.

Outre celle-ci, dix monographies sont proposées, qui portent sur l'Iran, la Chine, Honk-Kong et Shenzhen, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Japon, la Grande-Bretagne et la

France, les Pays-Bas, l'Australie. Elles constituent des études riches et documentées, synthétiques, avec de nombreuses références bibliographiques majoritairement – mais pas uniquement – anglophones. A ce titre, l'ouvrage constitue un outil commode pour aborder l'histoire de l'urbanisme de pays sur lesquels la documentation n'est pas toujours abondante ou accessible.

Dans tous les cas, la construction de l'identité nationale et la mise en place de l'Etat entretiennent un rapport étroit avec l'établissement de réglementations de l'occupation du sol et de l'urbanisation. Cela est vrai, naturellement, dans les pays ayant acquis récemment leur indépendance mais aussi dans ceux où l'urbanisme paraît relever davantage du niveau local, comme la Grande-Bretagne. Toutefois, un décalage considérable apparaît entre les pays occidentaux (y compris Japon et Australie) et les pays en développement : la corruption et l'arbitraire de l'Etat contribuent à l'instrumentalisation des politiques urbaines au profit de certains groupes, définis sur une base ethnique ou socio-économique. Emblématique est l'opposition entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Andreas Falludi met en évidence le lien intrinsèque entre l'aménagement du territoire et la culture socio-politique néerlandaise. Loin de réduire le respect pour l'expertise des Néerlandais à un déterminisme naturel, celui d'un pays dont une bonne part se trouve sous le niveau de la mer, il montre le rôle des structures d'encadrement comme les Eglises ou les partis, qui assurent une intégration étroite de la société civile et des institutions étatiques chargées de l'aménagement. En Indonésie, le projet colonial reformulé au début du vingtième siècle par des experts néerlandais progressistes avait pour finalité la construction d'une nouvelle nation à partir d'un kaléidoscope ethnique. Le système institutionnel et les outils de l'urbanisme indonésien en sont les héritiers, d'autant que des experts néerlandais contribuèrent grandement, entre 1970 et le milieu des années quatre-vingt, à sa modernisation face aux enjeux de la croissance urbaine, notamment à Jakarta. Toutefois, cette transposition originale et ambitieuse a été dévoyée par les pratiques socio-politiques du clan Suharto alors au pouvoir. Dans le contexte de libéralisation imposé dans la lignée du consensus de Washington, les règles et les plans inspirés de « la culture normative de l'urbanisme » néerlandais ont été vidés de leur sens, au nom du « développement national » (économique) et au profit des alliés et parents du dirigeant indonésien. Pour Robert Cowherd, cette subversion s'explique par la persistance, par delà l'épisode colonial, de structures de pouvoir patriarcales propres à la société javanaise. Pour Michael Leaf qui s'intéresse au cas chinois, où il constate une semblable (ou pire) marginalisation des ambitions de l'urbanisme, l'explication d'un tel décalage tient aux attendus implicites de l'urbanisme, tel que la démocratie, l'intérêt général, l'existence d'une société civile, alors que la construction des relations sociales et de pouvoir dans la Chine communiste repose de toutes autres bases. Il met en valeur non seulement une dimension culturelle, néo-confucéenne, mais encore la double structuration, politico-économique, héritée du communisme : celle du parti et celle des unités de production locales, maîtresse du foncier. L'essor capitaliste actuel se moule dans cette structure de pouvoir sur laquelle les institutions de l'urbanisme ne disposent d'aucune prise.

Cette brève analyse d'un matériau très riche conduit à quelques remarques conclusives. La notion de « cultures de l'urbanisme » est très délicate à manipuler. L'urbanisme est dans certains cas, comme au Pays-Bas, un pilier de la culture nationale. A l'inverse, dans d'autres cas, les auteurs en viennent à souligner l'extériorité de la culture de l'urbanisme à la culture politique locale. Peut être faudrait-il souligner davantage l'instrumentalisation politique de l'urbanisme dans les pays occidentaux, alors que les

monographies citées tendent à édulcorer les rapports de force et les pratiques en présence. Le cas australien fournit ici un intéressant contre-point. L. Sandercock montre la puissance des lobbys financiers, capables de bloquer puis d'infléchir dans le sens voulu les réglementations tardivement mises en place par les partis de gauche. Entre les deux situations, l'exemple de Calcutta (passionnante étude de Tribid Banerjee : « Understanding Planning Cultures : The Kolkata Paradox ») montre également la construction d'un cadre d'action original, élaboré par des experts de la Fondation Ford, soutenus par les politiciens du Congrès puis récupéré par leurs adversaires communistes. L'auteur s'interroge sur les conditions de possibilité de cette expérience, en l'absence d'organisation et de participation de la société civile : ce constat nous prévient contre la tentation de voir dans la culture de l'urbanisme une spécificité occidentale.

Malgré la définition centrée sur les professionnels proposée en introduction, la notion de culture de l'urbanisme est généralement élaborée, dans les différents exemples, à l'échelle nationale et souvent réduite à ses dimensions institutionnelles. L'ensemble est captivant mais ne tient pas toutes les promesses d'une histoire sociale de l'urbanisme trop ponctuellement esquissée (par exemple à propos du Mexique étudié par Diane Davis, « Contending Planning Cultures and the Urban Built Environment in Mexico City »). L'examen des cultures professionnelles de l'urbanisme, notamment dans leur diversité et leur concurrence dans un même pays, auraient supposé une attention plus précise aux hommes et à leur parcours, ce que le sous-titre de la deuxième partie « The Traffic of Planning Ideas in Industrializing Nations » laissait sous-entendre. On dispose d'informations sur les idées et le parcours de Thomas Karsten, le fondateur de l'urbanisme en Indonésie ou sur le travail de la Fondation Ford en Inde ou en Iran. Les parcours universitaires et professionnels de quelques ingénieurs et architectes mexicains sont proposés. Mais nous ignorons tout, par exemple, de l'origine de la construction des normes professionnelles de l'urbanisme en Chine, sauf une très vague allusion à l'influence soviétique. L'étude des circulations et de la diffusion des idées et des pratiques auraient pu constituer un cadre d'analyse fondant d'une manière plus concrète le projet comparatiste, à la manière de la synthèse de Steven F. Ward (2002) pour le monde industrialisé ou encore du livre de Joe Nasr et Mercedes Volait (2003) (voir la bibliographie citée en introduction du numéro).

Eric Verdeil